

Comment lutter contre les dépôts sauvages

Géraldine BOVI-HOSY

Juriste, formatrice, rédactrice d'articles pour le Club
Prévention-Sécurité de la Gazette des Communes

Webinaire Organisé par la Gazette des Communes

Mardi 13 juin 2023



Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Actions de prévention, de sensibilisation, d'éducation

- Identifier et comprendre les dépôts
- Communiquer
- Sensibiliser
- Réglementer
- Faciliter le respect de la réglementation



Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Réglementer : souvent utile parfois indispensable

- Pouvoir de police générale du maire (articles L2212-2 et L2542-1 – droit local - du CGCT)
- Maire chargé de faire appliquer le RSD
- Pouvoir de police spéciale de l'article L. 2212-2-1 du CGCT (2019) :
 - Maire peut infliger une amende administrative (maximum 500 €) en cas manquement répétitif ou continu à un arrêté consistant à encombrer le domaine public par tout matériel ou objet, présentant un risque pour la sécurité des personnes
 - Après mise en demeure non exécutée, le maire peut procéder d'office à l'enlèvement, aux frais du responsable



Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Sanctionner pénalement : le volet pénal

Objectif : faire condamner l'auteur du dépôt à une amende voire pour des dépôts importants à une peine privative de liberté et à des sanctions pénales complémentaires comme la confiscation du véhicule

<p>Rôle dissuasif de l'action pénale</p> <p>Infractions multiples</p> <p>Nombreux agents verbalisateurs</p> <p>Caméras de vidéoprotection et pièges photos</p> <p>Statut de victime pour la collectivité</p>	<p>Problème de l'identification de l'auteur du dépôt</p> <p>Règles de procédure pénale qui s'appliquent</p> <p>Amende versée à l'Etat</p> <p>Amende forfaitaire non prévue pour le dépôt de déchets transportés à l'aide d'un véhicule</p> <p>Accès aux images et utilisation de l'IA</p>
--	---

Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Sanctionner pénalement : le volet pénal

Perspectives d'évolution favorables :

- Amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour le délit du code de l'environnement (article L541-46)
 - Agents de police municipale et gardes champêtres compétents pour ce délit.....
- AF pour la C5 (article R635-8 du CP) avec responsabilité pécuniaire du titulaire du certificat d'immatriculation
 - Textes du code de la route modifiés en février 2020....on attend la modification de l'article R48-I du CPP....
 - Permettrait la vidéoverbalisation



Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Faire nettoyer -> prévu par le code de l'environnement

Objectif : on fait nettoyer par l'auteur du dépôt et on nettoie à sa place et à ses frais s'il ne le fait pas – voire on prononce une amende administrative

Date de la loi Déchets de 1975 !

Police administrative spéciale dévolue au maire (article L541-3 du code de l'environnement) donc par arrêté – qui peut être transférée à des conditions strictes au président de l'EPCI qui gère les déchets (L.5211-9-2 CGCT)

Rappel : pouvoir de police générale (article L2212-2 du CGCT) : enlèvement possible mais pas de procédure permettant de mettre les frais à la charge de l'auteur du dépôt



Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Faire nettoyer -> prévu par le code de l'environnement

<p>Permet de prononcer des amendes administratives qui reviennent à la commune</p> <p>Permet d'aller jusqu'à l'exécution d'office aux frais du responsable</p> <p>Responsable pouvant être à certaines conditions le propriétaire du terrain s'il a été négligeant et si on ne parvient pas à identifier l'auteur des dépôts</p>	<p>Procédure longue même si elle s'est améliorée</p> <p>Procédure qui exige en principe que les déchets restent sur place</p> <p>Procédure qui n'est pas adaptée aux petits dépôts</p>
--	--

Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Prendre une délibération pour frais de nettoyage

Objectif : la collectivité nettoie au plus vite mais fait payer le responsable

- délibération facturant les frais d'enlèvement
- procédure contradictoire à respecter (décision de la Défenseure des Droits 2021, plusieurs décisions de justice administrative)
- sommes parfois disproportionnées (1500 euros pour un sac poubelle....)
- recours qui augmentent
- base juridique fragile

Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023
Géraldine BOVI-HOSY



Du côté de la justice de proximité

- Loi du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité
→ rappel de plusieurs possibilités d'action :
 - Le rappel à l'ordre par le maire (2007)
 - La transaction pénale (2007) visant à faire effectuer un travail non rémunéré ou à payer une somme à la commune
 - Classement sans suite sous condition de réparation (article 41 du CPP)

→ Essentiel de rencontrer le parquet, les forces de l'ordre étatiques, les administrations spécialisées et les instances judiciaires mais aussi préfectorales pour évoquer les problématiques et trouver des solutions



**Comment lutter contre les dépôts sauvages
Webinaire du 13 juin 2023**

La Gazette des Communes – Géraldine BOVI-HOSY

Pour aller plus loin.... par www.gbh-formation.fr

Guide de lutte contre les dépôts illégaux de déchets – 2020 – 132 pages

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20lutte%20d%C3%A9chets.pdf>

Mémento Atteintes à l'environnement – Gendarmerie Nationale / AMF – février 2022 -

<https://www.amf.asso.fr/documents-memento-sur-la-gestion-atteintes-lenvironnement/41093>

Sénat - Rapport d'information fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation relatif aux décharges sauvages, Les élus face aux dépôts sauvages, Mme Françoise GATEL, Février 2022 - <https://www.senat.fr/notice-rapport/2021/r21-552-notice.html>

Caractérisation de la problématique des déchets sauvages - Rapport ADEME Février 2019, 86 p. <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-33455-etude.pdf>

Statistiques Atteintes à l'environnement enregistrées par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021

<https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiqués/atteintes-a-lenvironnement-enregistrees-par-police-et-gendarmerie-entre-2016>

La liste des Natinfos mise à jour trimestriellement : <https://www.justice.gouv.fr/publications-10047/guides-professionnels-10048/la-liste-des-infractions-en-vigueur-de-la-nomenclature-natinf-34527.html>

La [vidéo](#) de Me Landot sur le mécanisme de sanction de l'article L541-3 du code de l'environnement

Des décisions à consulter concernant **la facturation de l'enlèvement des dépôts sauvages** par les communes :

[Décision](#) de la Défenseure des Droits – 19 février 2021

CAA de DOUAI, 2ème chambre, 01/02/2022, [21DA00588](#) – annulation du titre de recettes (procédure contradictoire non respectée)

CAA de DOUAI, 1ère chambre, 17/05/2022, [21DA01224](#) – validité du titre de recettes (la question de la procédure contradictoire n'a pas été évoquée)

CAA DOUAI, 1^{ère} chambre, 28/06/2022 – [21DA01819](#) - procédure de l'article L541-3 du code de l'environnement

Pour un cas de consignation en vue de l'enlèvement des déchets : CAA de DOUAI, 1ère chambre, 07/12/2021, [20DA01479](#)

Le guide sur le rappel à l'ordre par le maire, CIPD, 2012 : <https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/02/Guide-pratique-de-la-proc%C3%A9dure-de-rappel-%C3%A0-lordre-juillet-2012.pdf>

Le guide sur la transaction pénale par le maire, CIPD, 2012 : <https://www.pas-de-calais.gouv.fr/contenu/telechargement/24556/171699/file/guide-transaction-01.pdf>

Le livret de prévention du maire, CIPD, 2013 : <file:///C:/Users/geral/Downloads/2012-livret-prevention-maire.pdf>

Page de la préfecture de l'Hérault sur les dépôts sauvages de déchets avec des modèles d'arrêtés : <https://www.herault.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-chasse-risques-naturels-et-technologiques/Nature-et-Biodiversite/Police-de-la-Nature/Depot-sauvage-de-dechets/Depot-illegal-de-dechets>

Quelques exemples d'applications permettant à des administrés de signaler des dépôts de déchets à la mairie :

Paris : [« Dans ma rue »](#)

[Tell-my-city](#)

[Saint-Denis](#)

[Reims](#)

[Boulogne-Billancourt](#)